

PROJET D'UNE GIGAFACTORY DE BATTERIES SOLIDES DANS LE DUNKERQUOIS
CONCERTATION PREALABLE
DU 22 SEPTEMBRE AU 13 NOVEMBRE 2023

COMPTE-RENDU
REUNION DE PARTAGE DES CONTRIBUTIONS
7 NOVEMBRE 2023

ORGANISATION

- **Date** : Le mardi 7 novembre de 18h00 à 20h00
- **Lieu** : Communauté Urbaine de Dunkerque, Salle des Commissions, et à distance via la plateforme de visioconférence ZOOM
- **Nombre de participants** : 75 (maîtrise d'ouvrage et intervenants invités inclus – environ 60 participants en présentiel et 14 participants à distance)
- Les participants à distance pouvaient s'exprimer et poser des questions, par écrit via une discussion en direct ou oralement par visioconférence.

Ce compte-rendu présente une synthèse des prises de parole et des échanges. L'intégralité de la réunion est disponible au format vidéo, en replay, sur le site internet de la concertation, <http://prologium.je-contribue.com/>. Le diaporama présenté lors de cette réunion est également disponible intégralement sur le site de la concertation [via ce lien](#).

INTERVENANTS

- Jean-François MONTAGNE, vice-président en charge de la transition écologique, Communauté Urbaine de Dunkerque
- Gilles NORMAND, président ProLogium Europe
- Pascal DERACHE, directeur de projet, RTE
- Amina BENSABI, responsable HSE ProLogium Europe
- Anne-Marie ROYAL, garante de la CNDP
- Jean-Louis LAURE, garant de la CNDP

Également présents :

- François-Xavier BIEUVILLE, Sous-préfet de Dunkerque
- David LEFRANC, Directeur de l'Aménagement et de l'Environnement, Grand Port Maritime de Dunkerque
- Xavier DAIRAIN, Directeur des Projets, Communauté Urbaine de Dunkerque
- Caroline TAIN, Adjoint au Chef de l'Unité Départementale du Littoral Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Hauts-de-France
- Thomas BRION, Directeur de Projet, Orano
- Laurent Pidoux, Directeur Général des Services à la Communauté Urbaine de Dunkerque

OBJECTIFS DE LA REUNION

- Faire un état des lieux non définitif de la participation citoyenne : volumétrie et préoccupations
- Recueillir auprès du public des contributions, avis, questions complémentaires
- Revenir sur le dispositif mis en place
- Tirer les premiers enseignements de la concertation

ACCUEIL ET PROPOS INTRODUCTIFS



Mot d'introduction de Jean-François MONTAGNE, vice-président en charge de la transition écologique, Communauté Urbaine de Dunkerque



M. Montagne salue la participation du public à cette dernière rencontre. Il rappelle le contexte de réindustrialisation du territoire et l'importance du travail de la Communauté urbaine avec les acteurs et partenaires publics et privés du territoire.

« La CUD et ses partenaires institutionnels sont aux côtés des entreprises qui ont choisi notre territoire et nous construisons nos politiques avec les Maires des communes, mais aussi avec vous, les citoyens de notre agglomération, dans l'objectif d'améliorer vos conditions et votre cadre de vie sur le territoire. »

Un travail a été engagé avec l'ensemble des acteurs autour de cinq axes pour accompagner le processus de réindustrialisation du territoire :

- **L'emploi et la formation** : pour accompagner le développement de nouveaux métiers et l'emploi local.
- **La mobilité** : avec notamment la mise en place d'un réseau de bus gratuits et des projets d'usine sans parking pour répondre à un double enjeu social et environnemental.
- **Le logement** : pour développer les capacités d'accueil en logements temporaires et pérennes.
- **L'attractivité** : avec le développement des offres culturelles et de loisirs.
- **Développement de la trame verte et bleue & la gestion de l'eau industrielle** sur un territoire industriel.



Mot d'introduction de Gilles NORMAND, Président ProLogium Europe :

M. Normand présente l'ensemble de l'équipe ProLogium et indique que, quasiment toute l'équipe a participé à tous les rendez-vous de la concertation, y compris aux rencontres mobiles, dans le but d'aller à la rencontre du territoire et de comprendre pleinement ses habitants durant cette phase amont du projet.

TEMPS 1

DEROULEMENT ET PREMIERS ENSEIGNEMENTS DE LA CONCERTATION

Intervention des garants de la CNDP, Anne-Marie ROYAL et Jean-Louis LAURE :



M. Laure rappelle que la fin de la concertation se tiendra le 13 novembre, et qu'un mois après cette date, un bilan, réalisé par les garants, sera publié pour revenir sur ce qui a été dit, sur le déroulement de la concertation, demander des précisions sur certains sujets, et partager des recommandations aux maîtres d'ouvrage. Ce bilan sera suivi, deux mois après, d'une réponse de la part des maîtres d'ouvrage afin d'indiquer la poursuite ou non du projet et dans quelles conditions selon les enseignements et les recommandations issues de la concertation.

M. Laure partage ensuite quelques éléments d'analyse de la concertation. Il décrit d'abord quelques **caractéristiques propres au projet et à la concertation, qui ont constitué des éléments de complexité**:

- La technologie solide constitue une rupture, une innovation encore au stade de recherche et développement, qu'il a été parfois difficile de comprendre ou questionner au cours de la concertation. De même pour le caractère et la dimension « giga » du projet, notion difficile à appréhender par le public car trop éloignée des référentiels basiques. Le phasage complexe du projet, les aspects cumulés, et l'implication de différents acteurs associés a également constitué un élément parfois difficile à comprendre par le public.
- Il précise que la concertation s'est déroulée sur un territoire « saturé » où plusieurs concertations se suivent, ce qui a pu générer parfois une confusion et une moindre participation du public, qui ne génère pas pour autant un rejet du projet.

- Il souligne ensuite que la maîtrise d'ouvrage était peu familière des procédures de concertation / participation « à la française », qu'elle s'y est accoutumée au cours du processus. M. Laure précise que c'est un élément pris en compte par les garants.

M. Laure évoque la **physionomie de la concertation** en revenant sur les différents documents (dossier, vidéo, plateforme numérique...) Il poursuit en soulignant la participation contrastée du public de manière inégale aux différentes réunions, selon les thématiques d'intérêt et la proximité des lieux de chaque réunion. Les participations et contributions spontanées des rencontres mobiles ont été appréciées pour venir compléter le reste du dispositif. Concernant la **posture du maître d'ouvrage**, il commente le fait que le gap linguistique et culturel a été largement comblé par **une forte implication de l'équipe qui s'est étoffée en quelques mois, et une montée progressive en compétence.**

Mme Royal poursuit en décrivant **les principaux questionnements** soulevés, dont certains qui demeurent encore ouverts :

- **La robustesse et la capacité du territoire à accueillir un tel projet** ont été questionnées dès la réunion de lancement avant même que le projet lui-même soit étudié : notamment d'un point de vue des infrastructures, logement et mobilité, du calibrage des équipements & services publics. Le périmètre d'aménagement a aussi été questionné pour penser les interactions avec les autres intercommunalités pour l'accueil de nouvelles populations.
- **Les besoins en eau industrielle et électricité, leur gestion et les impacts associés,**
- **L'emploi, la formation, le recrutement** ont également fait partie des thématiques centrales soulevées pendant la concertation.
- **Les aspects fonciers, la question des compensations agricoles et des effets sur la biodiversité.**
- La **solution technologique** (la batterie solide – il est précisé que les caractéristiques propres du projet ont fait l'objet d'un moindre questionnement)
- **Les risques environnementaux**, pour lesquels des réponses devront être apportées durant la concertation continue.
- **Les matériaux critiques, le recyclage et les enjeux de l'économie circulaire.**
- **Autres questions diverses qui restent à ce jour, sans réponse** : précisions sur le financement, et la capacité d'adaptation des chaînes de production.
- Enfin, un sujet transverse soulevé à plusieurs reprises : **la multiplicité des projets en cours** sur un territoire aux multiples usines ICPE (gestion des risques cumulés...)

Sur l'opportunité du projet, Mme Royal souligne que les enjeux géostratégiques ont été peu débattus ainsi que les alternatives de mobilité : « *est-ce que la batterie solide comme solution de remplacement au véhicule thermique, c'est possible ?* »



Enfin, Mme Royal, pointe quelques **précisions** à apporter par les maîtres d'ouvrage :

- Le montage financier,
- Le recyclage : quel partenariat ?
- L'organisation et l'implantation de la recherche et développement en région,
- L'insertion dans l'écosystème régional de la formation,
- Le marché et les contrats, pour quelle production ?

Intervention de Gilles NORMAND, Président ProLogium Europe, sur le déroulement de la concertation :

8 lieux du territoire ont été visités lors des différents rendez-vous de la concertation : en proximité directe sur le périmètre des communes d'implantation de l'usine (Bourbourg, Gravelines, Craywick, Grande-Synthe), en proximité élargie (Communauté Urbaine de Dunkerque), et enfin, au-delà du Dunkerquois pour tenir compte des perspectives en matière d'emplois (Lille, Boulogne, Calais), permettant ainsi d'aborder les impacts du projet et les enjeux de la mobilité électrique plus largement sur la région.

Les rencontres de la concertation - rencontre avec des publics extrêmement variés, environ 800 personnes rencontrées :

- **Jeunes** : intérêt pour l'électromobilité, pour la technologie, les impacts environnementaux du projet, pour les opportunités d'emplois,
- **Citoyens « riverains » ou en proximité du projet** : intérêt pour l'emploi, la formation, les impacts territoriaux, les risques industriels,
- **Retraités** : sensibles à l'histoire industrielle de la région,
- **Associations / syndicats / représentants de partis politiques,**
- **Autres acteurs industriels,**
- **Acteurs institutionnels ou territoriaux,**
- **Acteurs académiques et du monde de la recherche.**

M. Normand souligne la forte mobilisation des acteurs du territoire pour aborder des sujets qui vont au-delà du projet lui-même, ainsi que la forte mobilisation du public pendant les échanges en réunions ou lors des rencontres mobiles.

La concertation digitale : M. Normand note des échanges dynamiques aussi sur le site de la concertation avec des contributions et questions de qualité sur une diversité de thématiques. Quelques chiffres sont partagés : 16 000 pages vues, 216 contributions directes ou prises durant les rendez-vous de la concertation, 50 questions posées, 43 réponses apportées à ce jour (les contributions et questions peuvent toujours être partagées jusqu'au 13 novembre inclus).

Mme Royal partage une remarque sur le fait que le format de la fiche complémentaire pour éclairer un sujet soulevé par une question aurait pu être davantage utilisé, comme sur le sujet des besoins électriques par RTE.

Intervention de Pascal DERACHE, Directeur de projet, RTE :



M. DERACHE rappelle la présence de RTE sur de nombreux projets et de ce fait, explique que le rôle de RTE était souvent déjà connu et identifié. Il présente ce qu'est une ligne souterraine en montrant un morceau de câble. Il souligne qu'il y a finalement eu peu de questions propres au raccordement mais davantage sur les besoins énergétiques. Sur ce sujet, l'impact de la consommation des futures *gigafactories* a été soulevé, même si RTE est plutôt en charge du raccordement et de l'approvisionnement, et non de la politique globale énergétique.

TEMPS D'ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC

Question d'une participante : « J'habite à Mardyck, et j'ai assisté à plusieurs concertations. J'avais noté plusieurs scénarios pour 2050 concernant RTE et comment ils allaient prendre l'électricité. J'ai l'impression que cela était basé sur la Zone Grandes Industries (ZGI) 1, et la ZGI 2 n'était pas encore prévue à l'époque. Donc je voulais savoir si cela sera possible et s'il y aura assez d'électricité ? »

Réponse de Pascal DERACHE, Directeur de projet, RTE : RTE a publié le « [Futur énergétique 2050](#) » qui correspond au développement du réseau pour pouvoir atteindre la neutralité carbone à horizon 2050. Les données de ce rapport sont traitées sur un niveau national et non localisées sur le dunkerquois. Tous les scénarios présentés concernent l'ensemble des régions françaises. Par contre, sur la zone de Dunkerque, il est prévu 3500 MW de consommation supplémentaire, ainsi qu'une adaptation du réseau.



Trois grandes thématiques soulevées au travers des contributions et questions partagées sont ensuite analysées au prisme de la participation et des enseignements tirés par la maîtrise d'ouvrage :

- Le projet industriel,
- Les impacts environnementaux,
- Les impacts socio-économiques.

La maîtrise d'ouvrage revient sur ces 3 grands thèmes en abordant des sujets particulièrement présents dans les contributions.

TEMPS 2

LE PROJET INDUSTRIEL

Gilles NORMAND, Président ProLogium Europe revient sur les contributions partagées sur ce thème. Des contributions ont été partagées, majoritairement sous forme de questions, pour en savoir plus sur le projet d'installation de la *gigafactory* et sur la batterie solide développée par ProLogium, et plus précisément sur :

- Le dimensionnement du projet
- La fiabilité et/ou la sécurité de la technologie
- La durabilité de la technologie : la chaîne de valeur/matériaux, le cycle de vie et les possibilités de recyclage, la sécurité...
- Les autres applications de la batterie (que faire si les véhicules électriques sont finalement remplacés par une autre technologie? quelle pérennité de cette industrie ?) d'un point de vue des ressources et de l'avenir de ce nouveau marché, des risques de délocalisation de certaines sous activités .

M. Normand revient sur le fait que des doutes ont été exprimés concernant l'avenir du véhicule électrique, au regard de ses capacités en matière d'autonomie et de temps de recharge. Un point particulier a été partagé par plusieurs citoyens sur la nécessité de repenser les mobilités au sens large en fonction des usages d'aujourd'hui et de demain, et de ne pas uniquement remplacer le véhicule thermique par le véhicule électrique.



M. NORMAND partage plusieurs éléments de réponse pour rebondir sur les contributions et répondre de manière plus large à la question suivante : **La technologie ProLogium, la batterie solide, est-elle durable et permet-elle l'adoption de la mobilité électrique par le plus grand nombre ?**

Les enjeux évoqués durant la table ronde sont rappelés par M. NORMAND en faisant référence au discours de Karima DELLI et de Virage ENERGIE,

avec notamment le besoin de **repenser les mobilités au sens large**, de se reconcentrer sur les usages et le droit d'accès à la mobilité de tout citoyen : la mobilité électrique n'est qu'un des moyens d'aller vers une mobilité décarbonée et vers l'échéance réglementaire de 2035. **Concernant les usages**, ProLogium vient en complément des autres types de batteries et des autres types de mobilité, pour aller sur la prochaine génération de batteries car les batteries actuelles ne permettront pas d'aller chercher 100% des utilisateurs. M. NORMAND indique que les batteries solides sont adaptées à des trajets de longue distance et présentent une autonomie améliorée, ainsi qu'un temps de charge réduit. D'un point de vue des **ressources**, des plans vont permettre des approvisionnements locaux, notamment sur des matières premières comme le lithium, permettant de compenser la dette carbone de la batterie. Sur la question du **recyclage**, il s'agit d'une obligation légale au niveau européen. Aujourd'hui, les constructeurs en ont la responsabilité, et ils vont donc la transférer et demander aussi à leurs fournisseurs de composants clés de s'adapter. Le recyclage sera possible à 90% pour les composants de l'électrolyte et du séparateur de la batterie ProLogium. Les estimations faites par l'entreprise prévoient une durée de vie des batteries ProLogium de 10 ans sur les véhicules électriques, et potentiellement 10 ans supplémentaires pour d'autres usages, ce qui permet de réduire le bilan carbone lié au minage nécessaire pour la fabrication des batteries.

TEMPS D'ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC

Question d'un participant, MEDEF Côte d'Opale : « Nous avons contribué avec une lettre de soutien au projet, un document publié sur le site de la concertation. Je souhaite préciser plusieurs points : au niveau de la mobilité, on a bien noté l'ambition des usines sans parking mais il sera aussi nécessaire à ProLogium que soient vendus un maximum de véhicules électriques pour vendre un maximum de batteries. Un autre point est sur l'organisation du travail : l'organisation de la mobilité peut avoir une influence sur l'organisation du travail, et inversement. On peut se poser cette question en tant qu'organisation patronale et c'est un sujet intéressant pour les décennies à venir. Un autre point concerne la recherche et développement : on a vu qu'il y a un projet dans la région et effectivement, il est intéressant d'avoir des instances de recherche en plus des usines. Le MEDEF Côte d'Opale est à votre disposition pour collaborer avec les universités dans ce domaine. »



Réponse de Gilles NORMAND, Président ProLogium Europe : Sur le sujet de la mobilité, effectivement des réflexions sont en cours sur l'organisation du travail, les horaires, et sur l'aménagement du territoire, en lien avec les acteurs institutionnels du territoire. M. Normand rappelle la lettre de M. le Sous-Préfet et M. le Préfet à Mme la Première ministre Elisabeth Borne pour mentionner les problématiques du territoire et notamment la mobilité : un groupe de travail interministériel est prévu. Concernant le centre de recherche et développement, M. NORMAND confirme qu'il sera situé en France, dans les Hauts de France, il l'espère, mais la décision sera celle du Président de ProLogium. Il termine sa réponse en mentionnant le fait que ProLogium est allé à la rencontre des universités et des écoles d'ingénieurs pour initier des échanges de manière directe ou via la participation à des événements tels que la Fabuleuse Factory.

Question de Xavier Vilain, Europe Ecologie Les Verts : « J'ai une question complémentaire sur le sujet de la mobilité. Cela fait plusieurs concertations qu'on nous parle d'usines avec un petit nombre de places de parking pour un grand nombre de salariés et donc un besoin croissant en pistes cyclables et réseaux de bus. Mais si on regarde la carte du dispositif de concertation, on voit aussi des rendez-vous plus lointains, notamment dans le Calaisis : c'est bien le signe que les futurs salariés viendront de plus loin. On nous répète qu'il y a des groupes de travail, qu'on y réfléchit, mais il faut articuler une vraie politique de transport au niveau régional avec la CCHF (Communauté de Communes des Hauts de Flandre) et la CCFI (Communauté de Communes de Flandre Intérieure), le Calaisis et en Flandre... et cela concerne les bus, les vélos et le transport routier pour ceux qui ne pourront pas faire autrement. Par ailleurs, tous ne pourront pas avoir un véhicule électrique pour une question de coût, et il faut aussi pouvoir le charger. Quelles sont les réponses précises sur ces sujets ? »

Réponse de M. Laurent Pidoux, Directeur Général des Services à la Communauté Urbaine de Dunkerque : Des études ont été faites et le constat est le bon : tous les salariés ne viendront pas de la CUD, et il y aura aussi un flux porté vers Calais et vers Saint-Omer. Il y a aussi un flux porté par le pôle métropolitain de la Côte d'Opale et un travail de concertation est en cours, pour les parkings et

aussi sur le ferroviaire : St Omer-Dunkerque, St Omer-Gravelines. Toutes les réponses ne sont pas encore prêtes mais le travail est en cours, avec notamment deux axes à l'étude : les navettes, notamment sur le pendulaire, et le ferroviaire.

Complément de M. NORMAND : Dans la réindustrialisation du territoire, le territoire de Dunkerque est souvent pointé comme exemple par le Gouvernement, qui a prévu de mettre les moyens pour que cela soit une réussite. Sur la question du logement, à l'échelle de ProLogium, l'entreprise travaille avec le Pôle Emploi et les agences locales pour embaucher les demandeurs qui sont déjà sur place, ce qui peut avoir un léger effet de réduction de la pression sur les logements et sur la mobilité, puisque ces éventuels futurs salariés sont déjà habitants du territoire.

Les engagements de la maîtrise d'ouvrage ProLogium sur ce thème :

Dans une logique d'information continue des avancées du projet, ProLogium s'engage à diffuser des précisions sur le site de ProLogium et le site de la concertation dès que ces éléments seront arrêtés, sur les aspects suivants :

- a. Les avancées de l'usine pilote à Taïwan qui doit démarrer début 2024,
- b. Le projet de la *gigafactory* : partager des éléments complémentaires sur le design conceptuel de l'usine et les autres étapes de définition du projet pour montrer une image réaliste de la future usine.
- c. Le lieu d'implantation du centre de recherche et développement,
- d. Les avancées concernant la provenance des ressources et le recyclage,
- e. Les avancées sur les contrats avec les constructeurs automobiles.

TEMPS 3

LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

Sur ce thème, les points d'attention relevés dans les contributions et questions sont les suivants :

Sur le sujet environnemental :

- La pollution de l'air, de l'eau et les effets sur la biodiversité & les terres agricoles,
- La question d'une consommation raisonnée en eau et en énergie/électricité,
- Les enjeux de recyclage et de gestion des déchets,
- La traçabilité des matières premières, l'enjeu d'utiliser des matériaux durables,
- L'enjeu plus global d'impacts cumulés avec d'autres projets.

Sur le sujet risques : le stockage de matières dangereuses et la question des effets dominos potentiel liés à proximité d'autres usines ont majoritairement été soulignés.

Intervention de Gilles NORMAND, Président ProLogium Europe, sur les besoins en eau de la future *gigafactory* et sur les dispositions prévues dans le projet afin de réduire l'impact environnemental relatif aux besoins et au traitement de l'eau :

Cette problématique a été identifiée dès les premières réunions avec la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement), le 12 janvier 2023, avant la décision sur le

projet, lors de laquelle le Syndicat de l'eau avait soulevé cette thématique. Il souligne que c'est un sujet qui illustre comment le projet a évolué et a été adapté entre ce qui peut être fait à Taïwan, un pays tropical, où il n'y a pas les mêmes problématiques liées à l'eau, et ce qui peut être fait à Dunkerque. Il explique que 5 pistes de réduction de la consommation d'eau ont été étudiées, notamment grâce aux tours aéroréfrigérantes et au contexte climatique de Dunkerque, pour réduire de 90% la consommation d'eau entre l'usine de Taïwan et celle de Dunkerque. Les diapositives de présentation, incluant les chiffres complets, qui illustrent et complètent le propos de M. NORMAND, sont à retrouver [via ce lien](#).

Intervention d'Amina BENSAFI, responsable HSE, Hygiène Sécurité Environnement, ProLogium Europe, sur le classement SEVESO de la future usine et les conséquences de ce classement pour le territoire et l'environnement :



Le site sera classé SEVESO seuil haut par dépassement direct concernant la rubrique 4120 (utilisation d'oxyde des métaux avec des effets toxiques par inhalation et classée CMR). Le site mettra en place des mesures de maîtrise et de gestion des risques afin de limiter et de réduire au possible les risques engendrés par l'utilisation de cette substance.

Les engagements de la maîtrise d'ouvrage ProLogium sur ce thème :

- Plusieurs actions sont à l'étude avec pour objectif l'évitement total de départs de feu, explosions et autres effets dominos.
- Démarche de transparence pour faire part des mesures mises en place au sein de l'entreprise.
- Volonté de créer une usine moderne, responsable, à la pointe de la technologie en matière de prévention des risques.
- Articuler le projet avec l'écosystème et les acteurs de proximité pour s'inscrire dans une démarche d'amélioration continue sur ce sujet et de préoccupations partagées sur le territoire, notamment en raison du cumul des risques sur la zone.
- Présentation des sortants des études d'impact et de dangers dans le cadre de la concertation continue

Des éléments indicatifs de calendrier sont partagés : le dépôt du dossier d'autorisation environnementale pourrait intervenir début mars pour que la procédure soit instruite en suivant. Les pourcentages d'avancement sur les études d'impact, de dangers et autres pièces complémentaires sont partagés. Par ailleurs, les équipes de ProLogium disent être parfaitement prêtes à partager tout document public relatif aux études environnementales. Toutes les précisions de ces interventions sont à retrouver dans le support de présentation [via ce lien](#).

TEMPS 4

LES IMPACTS TERRITORIAUX

Des contributions reçues sur ce thème, il en ressort que, si le public, dans sa grande majorité, est favorable à l'implantation de la *gigafactory* ProLogium, créatrice d'emplois, le projet n'est pas sans soulever quelques questions et inquiétudes. Une fois encore, face à la réindustrialisation du territoire et à l'émergence effective d'une « vallée de la batterie », c'est bien les impacts cumulés des projets que le public souhaiterait voir abordé : la mobilité, l'accessibilité au site et la tension foncière sont sources d'inquiétude, mais aussi de suggestions. Il est proposé de revenir en particulier sur deux aspects : l'emploi/la formation & les impacts en termes d'accessibilité, de mobilité, et de logements.

Intervention de Gilles NORMAND, sur l'emploi et la formation :

M. NORMAND rappelle les chiffres des recrutements prévisionnels qui interviendront de manière progressive entre 2025 et 2030.

Les engagements de la maîtrise d'ouvrage ProLogium sur le thème de l'emploi et de la formation :

- Des échanges avec Taiwan seront envisagés afin de former les futurs salariés ou de proposer des stages à l'étranger auprès d'étudiants.
- Un responsable des ressources humaines arrivera d'ici le mois de décembre. Il sera basé à Dunkerque, au siège de la filiale Europe. A l'occasion de la concertation continue, il reviendra sur les échéances, mais aussi sur les conditions de travail, les grandes dates du recrutement, les relais...
- Rencontres initiées avec tous les acteurs du territoire, de l'emploi et de la formation, et qui se poursuivront : ARIA, Pôle Emploi, ULCO, Arts et Métiers.
- Tous les ans, ProLogium viendra à la rencontre des étudiants : salons de l'emploi, mais aussi rencontres directes au Lycée de l'Europe, à l'ULCO, et dans d'autres établissements éventuels.
- ProLogium a également noté et étudiera les contributions du public, comme par exemple, la possibilité de proposer des cours de mandarin en entreprise

Intervention de Gilles NORMAND, sur les sujets de l'accessibilité, de la mobilité, et des logements :

Sur ces thèmes, M. NORMAND indique qu'une **stratégie doit être mise en place au niveau territorial**, avec tous les acteurs du territoire ainsi que les industriels concernés, y compris ProLogium qui aura un rôle à jouer. **Sur le logement en particulier**, il note notamment les suggestions apparues durant les différentes réunions publiques, comme la mise en place de logements temporaires pour la phase travaux. De son côté, ProLogium s'engage à favoriser un **recrutement local** qui permettra notamment de générer un peu moins de tension sur l'immobilier et la mobilité. **Concernant la mobilité**, il rappelle des chiffres clefs, notamment sur les **flux logistiques**, où un travail a été réalisé depuis la rédaction du dossier de concertation : 80 camions par jour avaient été estimés, qui sont réduits maintenant à 32 camions par jour du fait de nouvelles solutions étudiées (notamment l'allongement de la voie de chemin de fer déjà prévue pour Verkor sur le terrain contigu.) Sur la **mobilité des employés**, l'entreprise aura à cœur de garantir la sécurité des employés aussi durant leurs temps de trajet, et veillera, avec les acteurs du territoire, à ce que les employés aient accès à des modes de mobilité doux et sécurisés.

TEMPS D'ÉCHANGE AVEC LE PUBLIC

Question d'une participante, résidente sur le territoire : *« Je me posais une question sur le flux des employés. Anciennement, dans certaines entreprises dunkerquoises, il y avait un module de transport destinés aux salariés, cela a disparu aujourd'hui, est-ce que ProLogium y a pensé également ? Par exemple, un parking mis en place avec un bus relié dédié. »*

Réponse de M. Laurent Pidoux, Directeur Général des Services chez Communauté Urbaine de Dunkerque : ArcelorMittal avait effectivement étudié ce type de mobilité avec un versement de mobilité. Il ne peut y avoir d'usine sans parking sans que les mobilités ne soient accompagnées via des réseaux de bus performants et adaptés. De nombreuses études sont faites par la puissance publique pour pouvoir répondre aux demandes et transporter les salariés au plus près de leurs lieux de travail. Il rappelle l'enjeu du « dernier kilomètre » à parcourir en arrivant à proximité de l'usine et indique que ce point sera aussi concerté avec les entreprises concernées. Des solutions telles que les horaires décalées peuvent aussi être mises en places pour tendre vers un flux de mobilité étalé et plus fluide.

Complément de Gilles NORMAND, Président ProLogium Europe : Il y aura sans doute un potentiel d'attractivité d'environ 50 kilomètres autour de l'usine, qui pourra bénéficier de connexions naturelles, mais aussi de dispositifs à renforcer : des parkings reliés à un système de navette, ou un système de vélos partagés à la Gare de Bourbourg, par exemple.

Question d'une participante : *« Je rejoins ce que dit M. PIDOUX, il faut vraiment une réflexion d'ensemble sur le territoire et non pas « par usine ». Est-ce que justement il y aura une concertation globale entre les entreprises pour pouvoir étaler les flux ? Vont-ils se mettre d'accord sur une adaptation coordonnée avec des horaires différentes pour chaque usine pour éviter des encombrements ? On parle de 3000 futurs salariés, et avec l'exemple d'Arcelor, on note déjà qu'entre 12h30 et 13h, le rond-point est bouché, alors qu'il n'y a qu'une seule usine. Il faut anticiper le fait qu'il y aura plusieurs usines, et gérer le flux dans la zone et en annexes. Il est important de favoriser les mobilités douces mais on a aussi parlé de parkings relais, et les salariés vont quand même bien devoir arriver sur ces parkings relais. Il faudrait éviter que les arrivées se fassent aux mêmes horaires pour éviter la saturation, et je pense aussi aux gens qui doivent déposer des enfants à l'école ou à la crèche qui ne pourront pas forcément prendre les transports en commun. La solution des horaires variables pour les emplois qui ne nécessitent pas un emploi posté sera-t-elle étudiée ? Est-ce qu'il y a aussi des réflexions sur le télétravail ? Ces questions pourront-elles être abordées entre toutes les entreprises et au-delà de ProLogium ? »*

Réponse d'Anne-Marie ROYAL, Garante de la CNDP : Il s'agit d'une question que les garants vont retenir pour justement interroger l'ensemble des acteurs au sein d'un débat territorial au sens large. Sur la mobilité en particulier, il y a effectivement des choses qui existent : des plans de mobilités de zone, notamment sur la zone portuaire, mais il s'agit là d'une étendue sûrement plus grande. Mme Royal confirme que le sujet d'une concertation territoriale plus large constitue un axe de progrès qui sera souligné dans le bilan établi par les garants à l'issue de la concertation.

Complément de Gilles NORMAND, Président ProLogium Europe : L'optimisation des horaires des quarts est un axe étudié par ProLogium pour les aligner sur les horaires de bus. Selon les premières analyses de ProLogium, la tranche la plus complexe serait celle de 8h30-9h30, mais une flexibilité est possible sur le reste de la journée. Il note que cette idée d'horaires flexibles est aussi remontée lors d'une réunion publique à l'ULCO. ProLogium ne peut répondre à toutes les questions sur ce sujet mais s'engage à travailler avec les autres industriels pour trouver un système de rotation qui évite autant que possible l'encombrement des routes.

Question à distance de Paulo-Serge LOPES, Président Association Virage Energie : « *Je suis intervenu sur plusieurs réunions de cette concertation préalable et aujourd'hui, pour la réunion de synthèse, je note que plusieurs points soulignés ce soir peuvent porter sur le sujet du débat territorial et qui ne sont pas simplement dévolus à être traités entre sachants et gens qui s'intéressent vraiment à la question. M. Laure a indiqué au début de son intervention qu'il y a peu de participation à la concertation, ce qui se vérifie aussi notamment sur d'autres concertations du territoire. M. Normand a indiqué qu'il avait été vite question d'impact territorial et environnemental plutôt que d'intérêt sur les process technologiques. Il a été mentionné que les réponses n'étaient pas disponibles pour tous les sujets, et qu'un comité interministériel sera mis en place. Je voudrais souligner qu'il faut qu'on fasse très attention au côté démocratique pour qu'une concertation se fasse bien sur l'ensemble du bassin de vie autour de Dunkerque et qu'elle ne soit pas en mode hors sol. Il n'est pas pertinent d'avoir simplement une fumée blanche qui sort d'un comité interministériel.* »

Intervention de Thomas BRION, Directeur de Projet, Orano (concertation à venir) : M. BRION se présente ainsi que le projet Orano. Il indique qu'il a encore peu l'habitude des concertations préalables mais qu'il note avec beaucoup d'intérêt les problématiques évoquées. Certains sujets ont aussi prévus d'être traités et abordés par Orano dans son projet. Il indique qu'il note également la question des effets cumulés qui ont déjà pu être abordés avec la Communauté Urbaine de Dunkerque et la Sous-Préfecture. Une concertation préalable sur le projet Orano suivra et une attente existe pour montrer que le travail avance sur cette question précise des effets cumulés.

Complément de Gilles NORMAND, Président ProLogium Europe : M. Normand indique qu'il ne peut prendre d'engagement sur les conclusions du comité interministériel mais que le commentaire de M. Lopes sera bien relayé.

Question d'un participante: « *J'ai regardé le replay de la table ronde de Lille, une réunion très intéressante, avec notamment l'intervention de Karima Delli qui pointe qu'il y a aussi un changement d'usages et de pratiques à initier au-delà de la mobilité électrique. On le voit ici : beaucoup de voitures avec seulement une personne à l'intérieur et des encombrements. Lors de cette réunion à Lille une question a été posée : qui va payer les bornes électriques, notamment lorsqu'on n'a pas forcément de borne chez soi, pour ceux qui habitent en immeuble ? Le problème c'est que si on fait des parkings intermédiaires et qu'on prend le bus ou le vélo et qu'ensuite on accède à l'usine, la voiture n'est finalement pas à l'usine. Or, dans cette réunion, j'ai compris que c'est plutôt à l'industriel d'équiper les parkings de bornes électriques. Au niveau bus, du côté de Dunkerque, on a des bus gratuits, mais cela va au-delà, du côté de la CCHF, CCFI, voire du côté de Saint Omer et Calais – on parle d'un projet global. Sur les bornes électriques, ce n'est pas évident. Un autre sujet : on a parlé de l'eau mais il n'a pas été mentionné les waterings, et notamment la question de les dévier quand on voit toute l'eau accumulée ou la question de les agrandir. On dirait que l'eau n'est pas assez drainée.* »

Réponse de M. Laurent PIDOUX, Directeur Général des Services chez Communauté urbaine de Dunkerque : « L'épisode connu actuellement sur les waterings avec 40 % du volume annuel d'eau, est un épisode que l'on a peu connu par le passé. Le sujet de drainer les flux de pluies sur le territoire est en train de se poser. Le sujet de la taille des waterings est à évoquer mais c'est aussi surtout la taille des pompes nécessaires pour rejeter l'eau douce qui doit être solutionnée. Une pompe supplémentaire va venir aider au drainage et à l'évacuation des eaux de pluie en surplus. »

Réponse de David LEFRANC, Directeur de l'Aménagement et de l'Environnement, Grand Port Maritime de Dunkerque : « Il y a beaucoup de waterings et d'aménagements sur le Port de Dunkerque. Un schéma hydraulique a été validé et dès lors qu'un wateringue doit être dévié, sa capacité est aussi repensée et augmentée, pour améliorer sa capacité d'évacuation et de stockage.

C'est une stratégie déjà déployée sur le Port. Cela n'est pas toujours suffisant en cas d'épisode extrêmement pluvieux et une vision plus globale est nécessaire, comme le pointe M. PIDOUX. »

Réponse de Gilles NORMAND, Président ProLogium Europe : « L'intervention de Karima DELLI soulève deux points importants : un besoin de changement d'habitudes et le rôle que peut jouer la mobilité électrique dans la décarbonation, si les batteries électriques fabriquées ont une faible empreinte carbone. ProLogium s'installe en Hauts de France pour l'électricité décarbonée qui sera utilisée dans sa production de batteries. Les constructeurs automobiles qui passent les commandes de batteries ne demandent plus en premier seulement le prix et les données techniques de la batterie mais son empreinte carbone, qui constitue un facteur distinctif et d'importance sur le marché. Concernant les bornes électriques, en marge de la concertation préalable, une présentation a été faite au SIVOM des Rives de l'Aa et de la Colme : un élu a demandé l'intérêt de poser des bornes dans sa commune, en soulignant la difficulté de s'équiper dans les copropriétés ».

M. Normand indique enfin que c'est, en effet, aux industriels, aux communes, aux institutionnels, de s'accorder et de faire en sorte que les équipements soient fournis et bien pensés.

Conclusion des Garants de la CNDP

M. Jean-Louis LAURE note :

- La grande qualité du dialogue qui s'est instauré avec le maître d'ouvrage, les acteurs et le public,
- L'investissement au plus haut niveau du maître d'ouvrage, avec le Président de ProLogium Europe qui a participé à presque toutes les rencontres.
- L'investissement au plus haut niveau également des acteurs du territoire, qui a démontré une importante solidarité pour porter le projet et surtout, pour répondre aux questions du public de façon concertée.

« Le projet ne sort pas pareil que quand il a été présenté initialement en début de concertation, la maîtrise d'ouvrage ne sort pas indemne de cette procédure. Des questions et des évolutions vont continuer à se poser, et c'est cela qui est intéressant de noter à l'issue de la concertation. »

Il rappelle qu'un **bilan des garants sera établi et partagé un mois après la clôture de la concertation, le 13 novembre**, et qu'il sera **suivi par une réponse du maître d'ouvrage** qui permettra encore de préciser certains éléments - en particulier, sur les problématiques soulevées pour lesquelles il n'est pas encore possible d'apporter une réponse. Enfin, il souligne la notion d'engagement qui ne doit pas seulement constituer une conformité à la réglementation mais qui doit aller au-delà pour construire un projet encore plus acceptable qui réponde aux préoccupations du public.

Mme Anne-Marie ROYAL souligne qu'un engagement important est attendu autour de ce projet : *« quand va sortir la première batterie, et quand va rouler la première voiture ? »*

Elle rebondit sur les propos de M. Laure pour souligner que beaucoup de choses vont encore évoluer dans les trois mois à venir, sur un territoire très actif avec une forte culture de la concertation et dans un contexte où d'autres projets verront le jour : *« Cette dynamique de concertation sur le territoire : il faut qu'on en soit tous acteurs. »*

Elle conclut son propos en précisant qu'une phase de concertation continue sous l'égide de la CNDP sera organisée si ProLogium et RTE poursuivent leur projet après les étapes de bilan et de réponse au bilan des garants. La concertation continue sera aussi une étape décisive avant l'enquête publique pour pouvoir apporter toutes les réponses, et notamment celles encore manquantes à ce jour.

« Continuons à travailler ensemble et nous y arriverons. »

Conclusion des Maîtres d'ouvrage

Mot conclusif de Pascal DERACHE, Directeur de projet, RTE :

« La concertation a véritablement enrichi le projet ». M. DERACHE note que les impacts environnementaux du raccordement ont été abordés et qu'il a été possible de dire « qu'on est dans le vrai » quand il s'agit d'utiliser les réseaux, les infrastructures du Port qui existent déjà, aussi finalement compte tenu de la multiplicité des projets dunkerquois. Un autre point d'intérêt souligné par M. DERACHE est le fait que le débat se porte sur une industrie, sur des choses concrètes, des inlays et câbles ont été proposés à la démonstration notamment. M. DERACHE pointe un besoin de développement de l'industrie dans la société actuelle. Enfin, de manière plus globale, les différents échanges avec le public et la CNDP confortent RTE dans le fait de présenter les différents scénarios sur les futurs énergétiques.

« Avec la décarbonation, avec la réindustrialisation, avec le transfert des usages vers l'électricité, c'est d'autant plus important que nous, dans notre mission de service, soyons là pour vous présenter ces évolutions et tous les apports qui permettront d'appréhender au quotidien ces sujets. »

Mot conclusif de Gilles NORMAND, Président ProLogium Europe :

M. NORMAND remercie les participants à distance et toutes les personnes qui ont participé de près ou de loin à la concertation. Il souligne que ProLogium a voulu donner une vision honnête et sincère de sa technologie et de l'ensemble de la chaîne de valeur ; de sa volonté de promouvoir un développement durable, une des valeurs de l'entreprise. Il partage que ProLogium est très fier d'être associé à l'effort de réindustrialisation du territoire où l'accueil et le professionnalisme de toutes les équipes ont pu être notés. Par ailleurs, M. NORMAND insiste aussi sur le fait que le projet a soulevé des questions sur le besoin de réinventer les mobilités à l'échelle de l'usine et du territoire, et plus largement.

« Cette concertation a finalement été pour nous un accélérateur de compréhension du territoire. On sort de cette concertation différent par rapport à comment on y est entré. Et j'espère que cette concertation constitue aussi un accélérateur de compréhension par le territoire du projet ProLogium. »

« On a commencé à écrire une histoire commune et on doit - on peut - tous être acteurs de cette histoire que l'on écrit. On s'y engage aussi, on termine une étape, mais cela ne finalise pas la concertation. Il y aura probablement une concertation continue et ProLogium a établi des relations avec le territoire qui veulent être honnêtes et continues, et cela avec toutes les composantes du territoire – afin que le projet soit le plus harmonieux et qu'il ait le succès qu'on attend tous. »

Cette réunion est disponible en vidéo en intégralité sur le site internet de la concertation :

<http://prologium.je-contribue.com/>